

tation et de tressaillements pour l'empire britannique. Le peuple a-t-il jamais pensé que le présent ministre des Postes (M. Pelletier) palpitait et tressaillerait dans ce cabinet.

A-t-il jamais pensé que le ministre du Revenu de l'intérieur (M. Nantel) y serait? A-t-il jamais pensé que le jeune homme qui est présentement secrétaire d'Etat (M. Coderre), ferait parti de ce cabinet? Le peuple a eu confiance en mon très honorable ami. Il les a menés sur une haute montagne et leur a dit: Je vous donnerai toutes ces choses si vous voulez vous prosterner et m'adorer. Il l'ont adoré jusqu'à le porter au pouvoir.

Depuis ils ont découvert que leur dieu avait des pieds d'aigle. Ils ont trouvé que l'homme à qui ils avaient confiance s'était rendu à l'ennemi, non pas à ce méchant Laurier, mais à l'homme qui a parcouru la province de Québec et certains districts de l'Ontario en maudissant le chef de l'opposition parce qu'il était trop britannique. Dans cette alliance impie, je ne sais pas quel parti est le plus blâmable. Je ne dirai pas un mot contre qui que ce soit de ces honorables messieurs personnellement. Je suis très peiné de voir mon très honorable ami dans le pétrin où il s'est mis. Je dis cela sérieusement. Je dis que la combinaison est une maudite combinaison. Lorsqu'on écrira la page de l'histoire dans laquelle est inscrite les noms de ces nationalistes sur les listes de ceux qui devraient aviser Sa Majesté, cette page sera considérée comme une page noire, et l'on dira: Ici est tombé l'homme d'Etat, et ici s'est élevé le malheureux politicien. Il y sera dit que son pays avait confiance en lui, mais qu'il n'avait pas le nerf et la force d'accomplir ce que le pays attendait de lui. Je ne sais pas quelle partie de la combinaison est le plus à blâmer. Je crois que c'est le très honorable ministre. Je peux comprendre que les autres messieurs soient entrés dans le cabinet, mais je ne peux pas comprendre que le très honorable ministre le leur ait demandé. Quelques-uns désirent savoir pourquoi le ministre du Revenu de l'intérieur y reste d'année en année. Il y a un grand nombre de raisons pour l'y faire rester; il y a sept mille raisons par année pour l'y faire rester. Mon honorable ami le ministre du Revenu de l'intérieur ne parle pas beaucoup.

Je crois vous informer, monsieur l'Orateur, pour sa défense, qu'il pense dans la proportion inverse de ses paroles. Il pense peut-être à l'avenir, et l'avenir est sombre pour lui, et de fait pour tous ses amis nationalistes qui viennent de Québec. Mes honorables amis, lorsqu'ils parlent de la peur allemande sont réellement effrayés de la peur des élections. Ils ont peur de perdre les vingt et un amis nationalistes et aussi d'en perdre un grand nombre d'au-

tres. Mon honorable ami le ministre du Revenu de l'intérieur est, j'en suis sûr, un honnête gentilhomme; mais avant l'élection il s'est placé dans une position dont il n'aurait jamais dû être pris pour être fait un ministre du cabinet. Il a fait des frais d'imagination devant les électeurs, leur disant de quelle manière il considérerait le lien britannique, et ce qu'il ferait des questions navale et autres; depuis ce temps il émerge au trésor. A mon avis, il n'y a pas un homme qui joue plus franc que l'honorable député de L'Islet (M. Paquet). Il est dans une impasse ce soir. Il peut faire une ou deux choses. Il ne peut pas les faire toutes deux. Il peut voter pour le très honorable ministre et il peut se faire élire, mais il ne peut pas faire les deux choses. Il peut soit tenir les promesses qu'il a faites au peuple de Québec soit manquer à ces promesses et voter pour le très honorable premier ministre, et il ne sera pas élu de nouveau.

Si l'honorable député était ici, il ne se lèverait pas pour nier ce que je dis et il le sait. Ce en quoi mes honorables amis de la droite ont tort, ce n'est pas d'être contre le peuple ou contre le principe qui veut que le peuple soit représenté, mais c'est d'être opposés à une élection pour que le peuple soit véritablement représenté, parce que dans leurs cœurs ils sentent et comprennent que si le peuple en avait l'occasion, non seulement il mettrait de côté ces vingt et un nationalistes, mais aussi un grand nombre d'honorables députés d'autres parties du Canada. Aussi mon très honorable ami a présenté ce bill omnibus dans lequel il a pensé que tout le monde pouvait trouver place. Il peut accepter ceux d'Ontario, même l'honorable député de Brantford (M. Cockshutt), l'ultra-impérialiste; il peut accueillir dans ce bill omnibus, l'honorable ministre de la Justice (M. Doherty) qui s'est tiré trop aisément de ce débat et qui aurait dû parler plus souvent et dire ce qu'il pensait comme membre du Gouvernement, après ce qu'il a dit en 1910.

Il peut même prendre dans ce bill omnibus mon honorable ami le ministre du Revenu de l'intérieur, comme un voyageur silencieux et muet. Il peut aller aussi loin que le parti lui permettra d'aller et il se présentera ensuite aux électeurs qui l'inviteront à expliquer les motifs dominants de la politique qu'il a adoptée. Il pourra aller aussi loin que le Parlement lui permettra d'aller et quand il expliquera aux électeurs les motifs de sa conduite, il aura des raisons différentes pour Ontario et pour Québec. Nous connaissons cela. Nous avons déjà l'explication de Québec. On l'a déjà citée ici, mais je la lirai encore. Elle a été donnée par le journal qui accorde son appui au directeur général des Postes, l'"Événement". En parlant de cet-